

(N° 18)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1925-1926.

Proposition de loi tendant à libérer les femmes de certaines inégalités
qui les frappent au point de vue civil et pénal.

DÉVELOPPEMENT.

MESSIEURS,

Dans un livre excellent, *Le Code de l'Éternelle Mineure* (librairie Plon, 1922), M^{me} Paul de Lauribar, du Barreau de Paris, montre clairement la nécessité qu'il y a, préalablement à la participation des femmes à la vie politique, de reviser en leur faveur les textes de nos Codes, qui les maltraitent.

« Le vote politique », dit-elle, « ne nous paraît répondre à aucune utilité pour la femme elle-même, ni pour le pays, au moins actuellement. »

» Nous savons qu'en nous exprimant ainsi nous contristons des amitiés qui nous sont chères, car souvent nous entendons des amies illustres émettre cet axiome : « Qu'il est humiliant pour les Françaises de ne pas voter, puisque, dans beaucoup d'autres pays, les femmes votent!... »

» C'est un argument qui ne pèse pas lourd, attendu que bien d'autres choses plus utiles que celle-là se font en pays étrangers qu'on n'a garde d'imiter chez nous! Et s'il ne s'agit que de l'amour-propre de la femme, il est beaucoup plus humiliant pour elle de n'être civilement qu'une incapable, ligottée toute sa vie dans une minorité perpétuelle, pour tout ce qui concerne ses intérêts pécuniaires, intellectuels, moraux et ses enfants. Voilà la vraie humiliation, celle qui étonne les étrangers et révolte les étrangères, parce que les pays qui ont accordé le vote politique aux femmes avaient commencé, et il y a longtemps, par les émanciper civilement, ce qui est logique. On se trouverait sinon en face de cette situation paradoxale d'une femme électeur et éligible, que nous supposons élue, et qui rentrant de la Chambre où elle a pris part aux plus graves débats sur la politique intérieure et étrangère, où elle aura contribué à renverser un ministère et sera peut-être, pourquoi pas, appelée à faire partie d'un autre, ne pourra vendre une vieille commode, envoyer un commandement par huissier, hériter de ses parents,

sans l'autorisation dûment légalisée de son mari. Elle est et reste mineure pour tout qui concerne sa personne, ses enfants, et ses biens.

» C'est vraiment se payer avec des mots. Ce n'est pas parce que sa femme aura le droit tous les quatre ans d'aller mettre un papier dans une urne que l'homme dans son ménage aura plus de considération pour elle, tiendra davantage compte de ses avis et gaspillera moins le bien commun s'il a envie de le faire. C'est le jour où il ne pourra plus régir à son gré l'avoir de l'épouse, vendre tout le ménage, comme cela n'arrive que trop souvent dans le peuple, disposer des biens communs, qu'elle lui apparaîtra comme une valeur dont il faut tenir compte. Le reste est illusoire. »

Encore ne faut-il pas qu'on dise que les législateurs profitent de l'absence des femmes aux scrutins pour ne rien faire qui puisse émanciper celles que leurs prédécesseurs ont assujetties !

Il ne peut être question naturellement de reviser en une fois tous les articles de nos lois qui consacrent l'inégalité de la femme vis-à-vis de l'homme. Le plus grand danger qui menace la cause féministe est précisément d'entreprendre une œuvre d'ensemble et parfaite. A vouloir opérer une revision complète des Codes, on se dirige en droite ligne vers l'encommissionnement et l'exemple de l'illustre Laurent est là pour nous avertir. Il y a quarante ans qu'ont paru les gros volumes de son avant-projet et certains de ses chapitres sont tout à fait démodés !

Essayons de nous en tenir à quelques termes essentiels, à quelques réformes vraiment typiques, à quelques articles centraux et facilement corrigibles.

Nous ne dirons rien, dans cette proposition, de l'autorité maritale, des droits de la mère en regard de la trop absolue puissance paternelle, des droits de la veuve et de la femme dont le mari est absent, des régimes matrimoniaux que régissent librement les époux avant leur mariage.

Nous ne nous occuperons pas, d'autre part, de réaliser en Belgique, près de vingt ans après la France, — où il a d'ailleurs fallu quatorze ans pour la faire aboutir ! — une réforme protégeant le produit du travail de la femme mariée, mais c'est par déférence pour le Sénat, où une proposition de l'espèce fut d'abord étudiée et se trouve de nouveau en instance.

Ce que nous apportons est de nature, pensons-nous, à remédier à quelques-unes des plus flagrantes injustices :

1° Nous proposons d'abord de supprimer l'article 213 du Code civil, qui édicte que « le mari doit protection à sa femme et la femme obéissance à son mari. » Cette stipulation ne veut rien dire en fait et elle est blessante pour la femme. On en déduit au bénéfice du mari, des droits excessifs, tel celui d'ouvrir la correspondance destinée à sa femme et toute la série d'abus de l'autorité maritale. L'article 212 est plus galant et il suffit : « Les époux se doivent mutuellement fidélité, secours, assistance » ;

2° Au titre du divorce, nous relevons une première inégalité qui met en péril les intérêts matériels de la femme : c'est le droit de disposition du mari sur les effets mobiliers de la communauté même pendant la procédure en divorce. Une

femme peut être ainsi ruinée par son mari, qui se rendrait insolvable. Il y a bien l'inventaire prévu par l'article 270 et la défense d'aliénation frauduleuse de l'article 271, mais ces protections sont insuffisantes. Nous proposons donc d'imposer au mari, qui conserve l'administration de la communauté, de fournir caution pour la valeur des droits de la femme ou d'en consigner le montant ;

3° Au même titre du divorce, nous relevons une autre inégalité contre laquelle on a souvent protesté et que la législation française a depuis longtemps réparée : c'est l'interdiction pour la femme divorcée de se remarier avant l'expiration d'un délai de six mois après le divorce prononcé, dans le cas de divorce pour cause déterminée. Nous proposons, comme il a été décidé en France par la loi du 9 août 1919, de faire courir le délai de six mois à partir de l'ordonnance qui autorise la femme à avoir une résidence séparée, cette ordonnance consacrant en fait la rupture des époux et étant sollicitée dès le début de l'instance en divorce ;

4° Au titre du contrat de mariage et des droits respectifs des époux, il a lieu de réformer les abus extraordinaires, auxquels prête notre régime de la communauté légale, qui est celui de la plupart des ménages belges.

Mariée sans contrat, la femme voit tomber dans la communauté tout son avoir en meubles et valeurs mobilières, tout le mobilier dont elle hérite pendant le mariage, le revenu de ses immeubles propres, les bijoux et cadeaux qu'elle reçoit, même de son mari, le produit de son travail, l'indemnité qui lui est versée à la suite d'un accident. De même tout ce que les époux peuvent acquérir en meubles et immeubles, grâce à leur effort commun, à leur esprit d'économie, à l'activité du mari, mais aussi aux bons soins de l'épouse.

Sur cette communauté, l'épouse n'a aucun droit d'administration et le mari, par contre, à tous les pouvoirs : il peut vendre, hypothéquer sans le concours de sa femme, il peut donner gratuitement et ruiner le ménage, comme bon lui semble.

Bien plus, il a seul l'administration des biens propres de sa femme et peut même aliéner, sans son consentement, ses biens mobiliers ! Il peut louer pour neuf ans ses immeubles aux conditions qu'il juge, seul, intéressantes.

Tout le pouvoir de l'épouse vis-à-vis de la communauté, est limité aux dépenses normales pour les besoins du ménage. Autorisée par justice, elle peut encore engager la communauté pour tirer son mari de prison ou pour établir ses enfants, en cas d'absence du mari. La communauté n'est pas tenue de ses délits ou quasi-délits.

Nous proposons, en cette matière, de décider qu'en principe le mari administre les biens de la communauté d'accord avec sa femme et qu'il ne peut, en tous cas, disposer des immeubles et des meubles meublants de la communauté sans son concours. Il restera encore au mari un droit énorme de disposition sur les valeurs mobilières, que nous lui laissons, pour ne pas entraver le commerce général, les donations entre vifs étant cependant défendues.

Nous proposons de permettre de poursuivre sur les biens de la communauté le paiement des amendes et dommages intérêts, aussi bien quand il est dû par la femme que si le mari est responsable et cette réforme, qui est de bonne égalité, satisfera aussi les créanciers, trop souvent floués actuellement.

Enfin, quant aux biens propres de l'épouse, nous proposons de donner à celle-ci les mêmes droits d'administration que ceux qui sont reconnus par le Code à la femme séparée de biens.

5^e Nous terminons par la réforme des prescriptions pénales contre l'adultère. Dans notre Code, la femme est bafouée. Le devoir de fidélité, elle en supporte seule les charges. Il est permis à son mari de la tromper avec une sécurité pour ainsi dire absolue : seul l'entretien d'une concubine au domicile conjugal expose le mari aux constats et à la pénalité. La concubine échappe d'ailleurs à la répression, tandis que le complice de la femme est puni.

Nous proposons de supprimer cette double inégalité par une règle générale : l'époux convaincu d'adultère et le complice seront condamnés. Nous ajoutons « à une amende de vingt-six à cent francs », étant inutile de prolonger le ridicule des peines de prison, d'ailleurs rarement appliquées.

ÉMILE JENNISSEN.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTIJD VAN 1925-1926.

Wetsvoorstel waardoor zekere ongelijkheden, die de vrouw onder burgerlijk en onder strafrechtelijk oogpunt treffen, worden weggenomen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

In een uitstekend boek « *Le Code de l'Eternelle Mineur* » (Boekh., Plon, 1922) wordt door Mevrouw Paul de Lauribar, van de Balie van Parijs, klaar betoogd dat het noodzakelijk is, alvorens de vrouwen aan het politiek leven te doen deelnemen, de teksten onzer wetboeken, waardoor zij in het nadeel worden gesteld, te hunnen gunste te herzien.

« Het politiek kiesrecht » — zegt aldus de schrijfster, — « schijnt ons niet het minste nut op te leveren voor de vrouw zelf, noch voor het land, ten minste vooralsnu niet.

« Deze onze meening zal — wij weten het — een bedroevenden indruk laten bij sommige vriendschapsbetrekkingen die ons dierbaar zijn, want niet zelden hooren wij beroemde vriendinnen dit axioma uitbrengen : « Het is toch vernederend voor de Fransche vrouwen dat zij niet mogen stemmen, terwijl in vele andere landen de vrouwen dit recht wel bezitten!.. »

« Dit is geen sterke bewijsgrond, vermits tal van andere en meer nuttige dingen in de andere landen bestaan en die bij ons niet worden nagevolgd! En indien hier slechts de eigenliefde der vrouw op het spel staat, dan is het voor haar meer vernederend op burgerlijk gebied slechts een onmondige te zijn, haar leven lang gekluisterd te zijn in eene minderwaardigheid voor al wat hare geldelijke, verstandelijke, zedelijke belangen en hare kinderen betreft. Dat is de ware vernedering die de vreemdelingen verwondert en de vreemde vrouwen verontwaardigt, omdat de landen die het politiek kiesrecht aan de vrouwen hebben verleend, ze vooraf en sedert lang op burgerlijk gebied hadden ontvoogd, hetgeen logisch is. Zooniet zou men tegenover deze ongerijmdheid komen te staan, dat eene vrouw die kiezer is en kiesbaar en die wij onderstelden gekozen te zijn, bij haren terugkeer van de Kamers waar zij deel heeft genomen aan de gewichtigste debatten over de binnenlandsche en de buitenlandsche politiek, waar zij kan medegeholpen hebben aan den val van een ministerie en waar zij misschien

H

eensdaags zelf deel zal uitmaken van een ander ministerie — thuis gekomen, toch geen oud meubel kan verkoopen, geen bevel bij deurwaarder kan sturen, geen erfdeel van hare ouders ontvangen, zonder behoorlijk de gelegaliseerde machtiging van haar man. Zij is en blijft onmondig voor al wat haren persoon, hare kinderen en hare goederen betreft.

« En 't is namens de gelijkheid en om « hare waardigheid » in de oogen van den man « te verheffen », dat de leiders van het feminisme voor de vrouw het politiek kiesrecht eischen.

« Dat is waarlijk zich met woorden laten paaien! Niet omdat de vrouw het recht heeft om de vier jaren een stukje papier in de stembus te werpen, zal de man in het huishouden meer waardeering voor haar hebben, hare raadgevingen beter ter harte nemen en het gemeen goed minder verkwisten als hij er lust toe heeft. Den dag, ja, dat hij het vermogen zijner echtgenoot niet meer naar eigen willekeur zal kunnen beheeren, gansch den boedel verkoopen zooals dat maar al te vaak bij de volksklasse gebeurt, en naar eigen goeddunken over de gemeene goederen beschikken, dan zal zijne vrouw vóór hem staan als eene waarde welke men dient in acht te nemen. Het overige is zinsbedrog. »

En men moet verhinderen dat men zegge, dat de wetgevers gebruik maken van de afwezigheid der vrouwen bij de stembus, om niets te doen tot ontvoogding van haar die door hunne voorgangers werden bedwongen.

Er kan natuurlijk geen sprake van zijn in éénmaal al de wetsartikelen te herzien, waardoor de ongelijkheid van de vrouw tegenover den man wordt bekrachtigd. Het grootste gevaar voor de vrouwenquaestie is juist de zaak in haar geheelen omvang en op volmaakte wijze te willen aanvatten. Eene volledige herziening der wetboeken te willen bewerken is de quaestie in de commissiën begraven; het voorbeeld van den beroemden Laurent kan dit getuigen. Veertig jaar is het geleden dat de lijvige boekdeelen van zijn voorontwerp verschenen en sommige hoofdstukken zijn geheel verouderd!

Laten wij ons houden aan enkele hoofd-zaken, aan sommige waarlijk typische hervormingen, aan enkele belangrijke artikelen die gemakkelijk te verbeteren zijn.

Wij spreken in dit voorstel niet over het gezag van den echtgenoot, over de rechten van de moeder tegenover de al te absolute macht van den vader, over de rechten van de weduwe en van de vrouw wier man afwezig is, over de huwelijks-regelingen welke de echtelingen vóór hun huwelijk vrijelijk aangaan.

Evenmin bedoelen wij, anderzijds, in België te verwezenlijken, twintig jaar ongeveer na Frankrijk — waar trouwens veertien jaren noodig zijn geweest om de zaak door te voeren — eene hervorming waardoor de opbrengst van het werk der gehuwde vrouw wordt beschermd. Dit uit eerbied voer den Senaat waar een voorstel van dien aard eerst werd ingestudeerd en thans terug te berde is gebracht.

Wat wij voorstellen is, meenen wij, van aard om enkele der meest schreeuwende onrechtvaardigheden uit den weg te ruimen :

1^o Vooreerst stellen wij voor, artikel 213 van het Burgerlijk Wetboek, dat

luit : « De man is aan zijn vrouw bescherming verschuldigd, de vrouw onderdanigheid aan haren man » te laten wegvallen. Deze bepaling wil feitelijk niets zeggen en is kwetsend voor de vrouw. Ten voordeele van den man worden daar overdreven rechten uit afgeleid, zooals het recht de briefwisseling, die voor zijne vrouw bestemd is, te openen, en gansch de reeks misbruiken van het gezag van den man. Artikel 212 zet er meer vorm bij en zegt eenvoudig : « De echtgenooten zijn elkander wederkeerige getrouwheid, behulpzaamheid, bijstand verschuldigd »;

2° In den titel betreffende de echtscheiding treffen wij eene eerste ongelijkheid aan, die de stoffelijke belangen der vrouw in gevaar brengt : het recht namelijk van den man over de roerende goederen der gemeenschap te beschikken, zelfs tijdens de rechtspleging tot echtscheiding. Aldus kan eene vrouw worden ten onder gebracht door haar man die zich onvermogen maken zou. Er bestaat wel het inventaris voorzien bij artikel 270 en ook het verbod van bedrieglijke vervreemding bij artikel 271; doch deze bescherming is onvoldoende. Wij stellen dus voor : den man, die het beheer der gemeenschap behoudt, te verplichten borg te stellen voor de waarde der rechten van de vrouw of het bedrag er van te consigneren;

3° In denzelfden titel betreffende de echtscheiding vinden wij eene andere ongelijkheid waartegen dikwijls verzet werd aangeteekend en welke door de Fransche wetgeving sedert lang werd hersteld : het verbod voor de uit den echt gescheiden vrouw een ander huwelijk aan te gaan alvorens zes maanden zijn verlopen na de uitgesproken echtscheiding, in geval van echtscheiding om bepaalde redenen. Naar luid van de Fransche wet van 9 Augustus 1919 stellen wij voor, den termijn van tien maanden te rekenen vanaf de uitspraak waarbij de vrouw gemachtigd wordt een afzonderlijk verblijf te hebben, vermits deze uitspraak feitelijk de scheiding der echtelingen toelaat en aangevraagd wordt vanaf het begin van den aanleg.

4° In den titel betreffende de huwelijksovereenkomst en de wederzijdsche rechten der echtelingen moet verandering komen in de buitensporige misbruiken waartoe ons regime van de wettelijke gemeenschap -- dat meestal de Belgische huishoudens beheerscht -- aanleiding geeft.

Wanneer de vrouw geen overeenkomst aangaat bij haar huwelijk, ziet de vrouw aan het gemeenschappelijk vermogen vervallen al wat zij als roerend vermogen bezit, al het mobiliair dat zij gedurende het huwelijk erft, de inkomsten van hare eigene onroerende goederen, de juweelen en geschenken die zij zelfs van haren man krijgt, de opbrengst van haren arbeid, de vergoeding die zij bekomt wegens een ongeval. Hetzelfde geldt voor al wat de echtelingen kunnen verkrijgen in zake roerende en onroerende goederen, dank zij hun gemeenschappelijk werk, hunne spaarzaamheid, de werkzaamheid van den man, maar ook de zorgzaamheid van de vrouw.

Over deze gemeenschap heeft de vrouw hoegenaamd geen recht van beheer, terwijl, integendeel, de man daarover alle recht bezit; hij kan verkoopen, hypotheek nemen, zonder inmenging der vrouw; hij kan, naar goeddunken, weg-schenken en het huishouden ten onder brengen.

Wat meer is, hij alleen heeft het beheer van de goederen die eigendom zijn

van de vrouw en kan zelfs, zonder hare toestemming, hare eigen roerende goederen vervreemden. Hij kan voor een termijn van negen jaren hare onroerende goederen verhuren tegen de voorwaarden waarover alleen hij te oordeelen heeft.

Al de macht van de vrouw tegenover de gemeenschap wordt beperkt bij de gewone uitgaven voor de huishoudelijke behoeften. Wordt zij door het gerecht er toe gemachtigd, dan kan zij ook nog op de gemeenschap teren om haar man uit de gevangenis te helpen of voor het vestigen harer kinderen, wanneer de man afwezig is. De gemeenschap is niet aansprakelijk voor hare misdrijven of onvolkomen misdrijven.

Op dit gebied stellen wij voor dat de man in principie de goederen van de gemeenschap beheere in overleg met zijne vrouw en dat hij, in geen geval, zonder hare toestemming, kunne beschikken over de onroerende goederen en het stoffeërend huisraad van de gemeenschap. Den man blijft dan nog een overwichtig beschikkingsrecht over de roerende goederen, recht dat wij hem laten om den algemeenen gang niet te hinderen; schenkingen onder de levenden worden echter verboden.

Ook stellen wij nog voor, dat het toegelaten zij, op de goederen der gemeenschap, de betaling te vervolgen van de boeten en schadeloosstellingen, zoowel wanneer die betaling verschuldigd is door de vrouw als wanneer de man er voor aansprakelijk is; deze hervorming die eenvoudig rechtvaardig is, zal insgelijks de schuldeischers voldoen, die thans maar al te dikwijls gefopt worden.

Wat nu de eigene goederen der vrouw betreft, stellen wij voor, aan deze dezelfde rechten van beheer toe te kennen als die welke door het Wetboek worden toegekend aan de van goederen gescheiden vrouw.

5^o Wij sluiten met de hervorming van de strafbepalingen tegen de echtbreuk. In ons Wetboek wordt de vrouw eenvoudig beleedigd. Van den plicht van trouw draagt zij alleen al de lasten. Aan haren man is het toegelaten haar te bedriegen met eene schier volstreckte veiligheid : alleen het onderhouden van eene bijzit in de echtelijke woning stelt den man bloot aan constateering en aan straf. De bijzit, overigens, ontsnapt aan de straf, terwijl de medeplichtige van de vrouw wel wordt gestraft.

Wij stellen voor, deze dubbele ongelijkheid weg te ruimen door een algemeenen regel : de echtgenoot, schuldig bevonden aan echtbreuk en de medeplichtige worden veroordeeld. Wij voegen er aan toe « tot eene boete van 26 tot 100 frank », daar wij het als nutteloos achten het belachelijke te verlengen eener gevangenisstraf welke, trouwens, zelden wordt toegepast.

ÉMILE JENNISSEN.

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

Proposition de loi tendant à libérer les femmes de certaines inégalités qui les frappent au point de vue civil et pénal.

ARTICLE PREMIER.

L'article 213 du Code civil est abrogé.

ART. 2.

La dernière phrase de l'article 270 du Code civil est modifiée comme suit :

« Les scellés ne seront levés qu'en faisant inventaire avec prisée et à la charge par le mari, si l'épouse le demande, de donner caution pour la valeur de ses droits ou d'en consigner le montant ».

ART. 3.

L'article 296 du Code civil est remplacé par le texte suivant :

« Dans le cas de divorce prononcé pour cause déterminée, la femme divorcée pourra se remarier aussitôt le divorce prononcé, si toutefois il s'est écoulé trois cents jours depuis l'ordonnance qui autorise la femme à avoir une résidence séparée ».

Wetsvoorstel waardoor zekere ongelijkheden, die de vrouwen onder burgerlijk en onder strafrechtelijk oogpunt treffen, worden weggenomen.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 213 van het Burgerlijk Wetboek wordt ingetrokken.

ART. 2.

De slotzin van artikel 270 van het Burgerlijk Wetboek wordt gewijzigd als volgt :

« De zegels zullen niet worden gelicht dan mits boedelbeschrijving met schatting en onderverplichting voordien, zoo de vrouw het aanvraagt, van borg te stellen voor de waarde van hare rechten of het bedrag er van te consigneren ».

ART. 3.

Artikel 296 van het Burgerlijk Wetboek wordt vervangen door den volgende tekst :

« In geval van echtscheiding uitgesproken om bepaalde reden, mag de uit den echt gescheiden vrouw een nieuw huwelijk aangaan zoodra de echtscheiding is overgeschreven, mits echter driehonderd dagen zijn verlopen sedert het bevelschrift waarbij de vrouw gemachtigd wordt een afzonderlijk verblijf te hebben ».

ART. 4.

Les articles 1421, 1422, 1424, 1426, 1428 du Code civil sont modifiés comme suit :

« Art. 1421. — Le mari administre les biens de la communauté d'accord avec sa femme.

Il ne peut vendre les immeubles et les meubles meublants de la communauté, les aliéner ou les hypothéquer sans son concours ».

« Art. 1422. — Il ne peut disposer entre vifs à titre gratuit des autres meubles ».

« Art. 1424. — Les amendes et dommages-intérêts encourus par l'un des époux pour crime, délit, contravention ou quasi-délit peuvent se poursuivre sur les biens de la communauté, sauf la récompense due à l'époux non coupable ».

ART. 1426. — Tous autres actes faits par la femme sans le consentement du mari, et même avec l'autorisation de la justice, n'engagent point les biens de la communauté, si ce n'est lorsqu'elle contracte comme marchande publique et pour le fait de son commerce.

ART. 1428. — La femme a sur ses biens personnels les mêmes droits d'administration que ceux qui sont reconnus par le Code à la femme séparée de biens.

ART. 5.

Les articles 1429 et 1430 du Code civil sont abrogés.

ART. 4.

De artikelen 1421, 1422, 1424, 1426, 1428, van het Burgerlijk Wetboek worden gewijzigd als volgt :

« Art. 1421. — De man beheert de goederen van de gemeenschap in overeenstemming met zijne vrouw.

» Hij mag de vaste goederen en het stoffeerend huisraad van de gemeenschap noch verkoopen, noch vervreemden, noch bezwaren zonder hare tusschenkomst ».

« Art. 1422. — Hij kan, bij wege van schenking onder levenden, niet beschikken over de andere roerende goederen ».

« Art. 1424. — De geldboeten en schadevergoedingen, waarin een der echtgenooten is vervallen wegens misdad, wanbedrijf, overtreding of onopzettelijk vergrijp, kunnen worden vervolgd op de goederen der gemeenschap, behoudens de vergelding aan den niet schuldigen echtgenoot verschuldigd ».

ART. 1426. — Alle andere daden door de vrouw zonder 's mans toestemming, zelfs met machtiging van het gerecht gepleegd, verbinden de goederen der gemeenschap niet, tenzij wanneer zij zich als openbare koopvrouw en ter zake van haren handel verbindt.

ART. 1428. — De vrouw heeft op hare persoonlijke goederen dezelfde rechten van beheer als die welke door het Wetboek aan de van goederen gescheiden vrouw worden erkend.

ART. 5.

De artikelen 1429 en 1430 van het Burgerlijk Wetboek worden ingetrokken.

ART. 6.

Les articles 387 et 389 du Code pénal sont remplacés par la disposition suivante :

« ART. 387. — L'époux convaincu d'adultère et le complice seront condamnés à une amende de vingt-six à cent francs. ».

ART. 7.

L'article 388 du Code pénal est modifié comme suit :

« ART. 388. — Les seules preuves d'adultère qui pourront être admises seront, outre le flagrant délit, celles qui résulteront de lettres ou autres pièces écrites par l'époux poursuivi. »

ART. 6.

De artikelen 387 en 389 van het Strafwetboek, worden door de volgende bepaling vervangen :

« ART. 387. De aan echtbreuk schuldig bevonden echtgenoot en de medeplichtige zullen tot eene geldboete van zes en twintig tot honderd frank worden veroordeeld. »

ART. 7.

Artikel 388 van het Strafwetboek wordt gewijzigd als volgt :

« ART. 388. — Behalve de ontdekking of heelerdaad, worden alleen als bewijzen van echtbreuk toegelaten, die welke blijken uit brieven of andere door den vervolgdenechtgenoot geschreven stukken. »

JENNISSEN.
